



Universités & Territoires

n°139

11/06/2020

Sommaire

■ Page 3/6 : Résidences et confinement. Des exploitants de l'AIREs témoignent. ■ Page 7/8 : Apsytude un réel soutien. ■ Page 9/10 : L'AVUF et les villes universitaires soutiennent les étudiants ! ■ Page 11/12 : Eiffage à Nancy, nouveau visage du campus Brabois-Santé. ■ Page 13/14 : La Smerra aux côtés des étudiants ! ■ Page 15/16 : CléSup' : agir avec les universités et les écoles. ■ Page 17/19 : Crous, un accompagnement de tous les instants ■ Page 20/22 : La FAGE contre la précarité ■ Page 22/23 : AFEV, le confinement, catalyseur de décrochage scolaire ■ Page 24/25 : Business schools : dans la tourmente du Covid, créer de la valeur pour les étudiants.



éditorial

Retour vers le futur



Par Nicolas Delesque
Directeur de la rédaction

des bacheliers et des étudiants se double des interrogations concernant les conditions matérielles de la rentrée : combien d'élèves dans un établissement ? quid des grands amphis ? de la reprise des stages ? de l'ouverture des services de restaurations ? des bibliothèques ? des échanges internationaux...

Après le confinement, la vie semble reprendre ses droits, malgré les distanciations sociales toujours très conseillées, surtout en Île-de-France, et la loi d'urgence sanitaire prorogée jusqu'au 10 juillet prochain. Le retour à la normale ne semble toutefois pas aussi simple, en particulier pour notre système éducatif. Au niveau du scolaire, avec la question des élèves « perdus de vue » durant cette période et du niveau hétérogène des élèves qui va en découler pour la rentrée prochaine. Mais aussi dans le supérieur, où la question du niveau

Mais au fond, doit-on viser un retour à la normale, et surtout, dans ce cas, quelle normalité ? Pour l'Enseignement supérieur français, cette crise s'inscrit dans une période où un certain nombre de changements étaient en cours : sur les questions pédagogiques, avec la montée de la problématique des compétences acquises et l'émergence des cours en ligne ; sur l'équilibre général de l'enseignement supérieur, avec la montée continue de l'enseignement privé ; sur le statut même des établissements, avec les regroupements et la prise d'autonomie poussée par les gouvernements successifs...

CléSup'
Conseil logement étudiant

Accompagner les établissements d'enseignement supérieur pour offrir des logements à leurs étudiants : c'est l'ambition de CléSup', nouvelle agence au service du logement étudiant et partenaire d'Universités & Territoires.



<https://www.clesup.com>



Il serait donc intéressant de poser la question « Quelles leçons tirer de cette épisode ? », à l'aune des évolutions en cours et des défis à relever - plutôt que d'aspirer à l'adaptation à tout prix d'un système lui-même déjà interrogé et en pleine mutation.

Sans revenir sur la question des inégalités qui ont pu surgir durant cette période, dans la mesure où il est encore trop tôt pour l'appréhender, il serait utile de se demander si les « perdus de vue » dans l'enseignement supérieur sont plus nombreux, voire différents de ceux que l'on connaît habituellement en Licence dans les universités. Restent deux aspects que nous trouvons important de souligner.

Le premier concerne la question pédagogique, souvent traitée de façon limitée à un débat entre présentiel et distanciel pour les cours magistraux. Outre que la réponse se situe dans un équilibre qu'il reste à définir entre ces deux modalités, il nous apparaît que posée en ces termes, cette ques-

tion occulte celle de l'articulation entre savoirs disciplinaires et savoirs issus de l'expérience acquise par des mises en situation (via les stages, les échanges internationaux, les périodes d'engagement voire les pratiques professionnelles pendant les périodes de césures de plus en plus pratiquées par les étudiants).

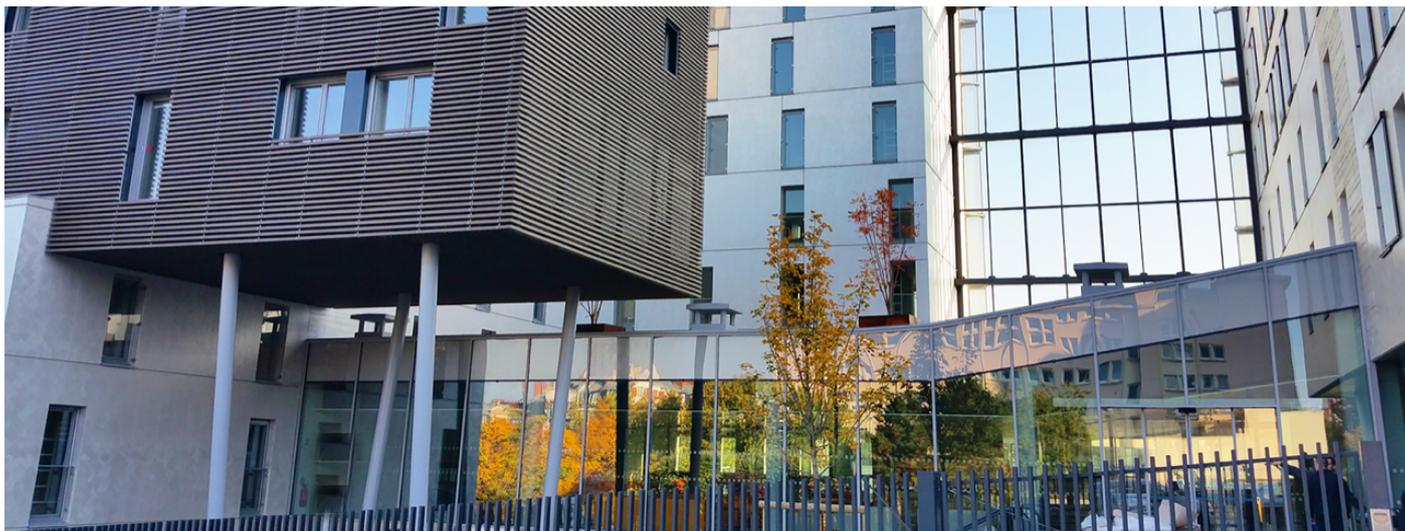
Quand, dans le même temps, nous constatons l'importance croissante prise par les formations complémentaires acquises à distances via des Moocs dans l'appréciation des CV par les entreprises, il nous semble qu'une réflexion devrait être menée sur le rôle et l'offre proposée par les établissements dans la validation de ces expériences, et sur les solutions fournies par le numérique.

Le deuxième aspect concerne la question des espaces et des lieux d'enseignement. La crise du Covid a démontré, malgré le retard ou l'impréparation de certains, que l'enseignement pouvait se poursuivre malgré la fermeture

physique des établissements. Quels sont donc les murs des universités ou des écoles ? Quels sont les espaces d'enseignement ? La hausse continue des effectifs obligeait déjà certains établissements, contraints dans leur immobilier, à se poser la question de l'accueil physique et à rechercher des surfaces supplémentaires pour des coûts exorbitants. Des solutions plus économiques et plus durables nous semblent à portée de main, comme l'aménagement dans les résidences universitaires de véritables lieux d'enseignement à distance, ou encore des projets territoriaux d'ouverture des bibliothèques municipales réservées aux travaux universitaires.

La crise que nous venons de traverser - et qui, espérons-le, est derrière nous - peut aussi devenir le catalyseur de transformations profondes pour éviter de retomber trop facilement dans le monde d'avant. ■





Résidences et **confinement**

Par François Perrin

Pendant la période de confinement, très complexe pour les gestionnaires de résidences étudiants et jeunes, et dont nous sortons progressivement, de nombreux articles ont tiré l'alarme sur la situation des locataires, en mettant l'accent sur le cas des résidences Crous. L'Aires a souhaité faire appel à ses membres pour dresser un tour d'horizon plus complet, et sans doute plus contrasté.

Pluralité d'acteurs, variété des situations. En interrogeant les membres de l'Association interprofessionnelle des Résidences étudiants et services (AIRES), on obtient un panorama diversifié des situations, états des lieux et urgences à l'heure du confinement. En premier lieu, suite à l'annonce du Président de la République de la fermeture des établissements d'enseignement supérieur jusqu'en septembre, et de l'organisation par ces derniers d'examens à distance, les résidents ont du choisir de rester confinés sur place ou de partir étudier ailleurs, par exemple dans leurs familles.

Désertion relative

Un quart d'entre eux (sur 3584 environ), selon *Sergic Résidence / Twenty Campus*, ont opté pour la première option, parfois faute

de « plan B ». Un chiffre qui grimpe jusqu'à 60% pour ceux situés en région parisienne. « Surtout des étudiants internationaux ou Français des DOM/TOM, qui n'ont pas pu rentrer chez eux, ou étudiants français travaillant principalement en milieu hospitalier. » Selon *Dauphine Housing*, pour l'Université éponyme, on trouvait aussi parmi eux « des doctorants qui ont continué leur recherche, des Français qui ne voulaient pas rentrer chez eux par peur de représenter un danger sanitaire pour un parent malade, par contraintes matérielles », voire dans l'espoir de « pouvoir reprendre leur job ou travailler plus facilement depuis leur logement étudiant. » Une situation qui a convaincu par exemple la *MGEL Logement* de porter un « regard particulier sur les étudiants étrangers », lors de « l'étude au cas par



Association interprofessionnelle des Résidences Étudiants et Services

cas des demandes de départ en raison du Covid. »

Pour *Fac Habitat*, d'après son Directeur général Jean-Philippe Trédé, la situation a été plus contrastée : « Une forte disparité selon les secteurs : certaines résidences étaient vides à 75% (la province, principalement, et quelques résidences en Île-de-France), et certaines autres sont restées relativement pleines (85%). Chez *ARPEJ*, sur les 60% de 8483 locataires interrogés, 55% environ occupaient leur logement pendant la crise. Et Isabelle Dupaquier, Direc-

trice commerciale chez Gestetud, estime à « 38% le nombre de départs effectifs (sur 1585 étudiants) depuis le 17 mars, et vraisemblablement 15 à 20% supplémentaires dans le mois à venir. En outre, un quart des étudiants sont indécis en fonction de la rentrée prochaine. » Du côté de LOGIFAC, si 80% des résidents demeuraient dans leur logement début avril, ils n'étaient plus que 65% fin mai. Quant au site de Saint-Ouen de Dauphine Housing, il compte 105 lits vides sur 190, soit 55%, et mise sur « 70% en juin/juillet. » Pour Les quartiers latins / ApartStudy, en revanche, « nous n'avons pas encore, à ce jour, subi de départ massif spécifique. Nous sommes plutôt inquiets pour les mois de juin à septembre », dans la mesure où dans bien des domaines, la situation reste floue...

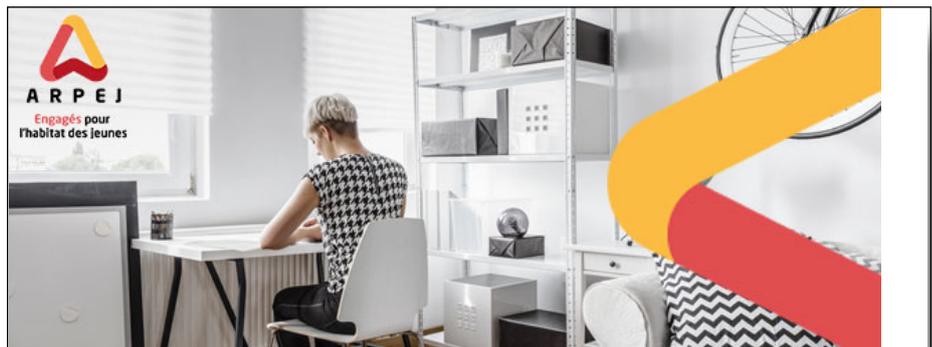
Gestionnaires à l'initiative

Face à cette désertion plus ou moins relative, les gestionnaires ont du mettre en place des dispositifs pour venir en aide à leurs résidents restés sur place, au-delà de la simple notification des gestes barrières et de la nécessaire mais parfois problématique fermeture des salles de convivialité : contact direct (via mail, SMS, réseaux sociaux, téléphone) ; informations régulières en physique et dématérialisées : affichage, diffusion de messages sur les réseaux, newsletter hebdomadaire... Des résidences ont également mis sur pied ou bénéficié de groupes Facebook, ou WhatsApp parfois spécialisés (dans la culture et la distribution des pleurotes pour une résidence Arpej !), tandis que les résidents ont pu bénéficier d'un grand nombre de services matériels (mise à disposition partout de gel hydroalcoolique, distribution d'un panier petit/déjeuner chez Sergic Résidence), ludiques (quiz, jeux concours, soirées digitales hebdomadaires sur les résidences du Campus Condorcet / ARPEJ), numériques (internet haut-débit gratuit sur le site de Nanterre de Dauphine Housing) ou psychologiques (plateforme d'écoute gratuite, gérée par une association externe pour ARPEJ ou Dauphine Housing, assistance psychologique bilingue pour

Sergic Résidence, appels pour soutien moral sans appel à des prestataires externes pour Fac Habitat). LOGIFAC, quant à lui, a pu compter sur son partenariat avec la mutuelle étudiante Smerra pour proposer à ses résidents, sous le label #heureuxchezsoi, une campagne sur les réseaux sociaux pour mieux vivre le confinement, « avec des conseils, bons plans, idées d'activités pour s'occuper le corps et l'esprit - dont une séance de sport hebdomadaire de 45 mn en live, proposée par une intendante et adaptée à un déroulement dans un studio étudiant. »

Au niveau financier, la fondation d'entreprise du Groupe UITSEM (LOGIFAC) a créé un fonds exceptionnel doté de 100 000 €, destiné aux étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur. Ce qui leur a permis

d'adresser « une demande d'aide pour des achats de première nécessité, en compensation d'éventuelles pertes de revenus ponctuels, ou pour assurer la continuité pédagogique à domicile. » MGEL Logement a de son côté décidé de supprimer la cotisation services pour avril, puisque les salles dédiées avaient été fermées, et de créer un « fonds d'entraide pour accompagner ceux étant dans une situation difficile de par la perte de l'emploi étudiant, les salaires moindres des financeurs en raison du confinement, la perte d'emploi... » Dauphine Housing a également proposé, via l'action sociale de l'Université, une aide au paiement du loyer du mois d'avril, une aide financière pour les étudiants les plus en difficulté... Même son de cloche chez Fac Habitat, avec la mise en place d'échéanciers « pour ceux qui ont eu



ARPEJ WEEKLY LETTER

Le déconfinement se poursuit. Restons vigilants.

Vous aussi, devenez acteurs de cette publication

Un bon plan à partager ? Une idée à proposer ?

Ecrivez-nous à communication@arpej.fr

Astuces – bons plans

Semaine du 18 au 24 mai 2020 : s'occuper en mode confiné ou déconfiné ! [En savoir plus](#)

Déconfinement à la pédale ! Découvrez la carte interactive indiquant les voies cyclables pouvant être empruntées. [En savoir plus](#)

Allier port du masque et lunettes sans être dans le brouillard ! [Découvrez les astuces](#)

Comment s'habiller (enfant) durable ? Plus d'infos sur [les bons plans](#)

Rappel :

plan de déconfinement détaillé par le Gouvernement

Consulter le résumé

de réelles difficultés de paiements. » Enfin, en termes de présentiel, *Geste-tud* a tenu à rappeler que « la plupart des gestionnaires logés sur place ont fait du télétravail à bureau fermé, et donc étaient présents pour gérer les petits et gros soucis, mais aussi les inquiétudes et débordements. » Idem notamment pour *AppartStudy*, avec des équipes présentes sur place de 9h à 12h30 puis joignables l'après-midi.

Risques accrus

Sur ce dernier point, la grande incertitude dans laquelle se trouvaient les étudiants et jeunes travailleurs, sur des sites parfois en partie désertés, a pu provoquer quelques excès : « en début de confinement, nous avons eu quelques barbecues sur les toits ou dans les parkings, regrette un responsable de *Sergic Résidence*, ainsi que des vols de gel hydroalcoolique. » Ont été également relevés quelques cas de grande précarité, comme ces jeunes « qui se sont retrouvés très vite en difficulté pour se nourrir ou acheter des produits de première nécessité », et ont été reçus par les travailleurs sociaux d'ARPEJ, ou d'autres qui ont convaincu *Sergic Résidence* de « mettre en place des échelonnements des loyers » et de partager tous les bons plans mis en place par le gouvernement, les associations, fondations nationales

ou départementales. » Idem chez *Fac Habitat*, face au constat d'une réelle augmentation des impayés.

Pour les étudiants en général, l'arrêt soudain des petits boulots, pas forcément déclarés, ou des stages a porté un coup sévère au portefeuille, nécessitant parfois des arbitrages cornéliens : payer son loyer ou s'acheter à manger. Dans le cas de Dauphine, des jeunes partis en mobilité en janvier, à l'étranger, se sont retrouvés rapatriés d'office depuis, par exemple, Shanghai, avec des frais engagés pour le voyage, le logement sur place, définitivement perdus. Autre problématique bien concrète : *Fac Habitat* avait lancé, juste avant le confinement, « des travaux de réfection assez lourds sur une résidence de Marseille », qui ont nécessité la mise en place d'un coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS) spécifique Covid, « ce qui a été plutôt bien vécu par les locataires. »

Avec les soignants

Au-delà de leur public-cible, des résidences ont mis à disposition du personnel soignant, gratuitement et en fonction des disponibilités, des logements : *Sergic Résidence* à Loos, à proximité du CHR de Lille ; deux logements à Marseille pour quatre personnes, un logement pour une personne à Montpellier

pour *AppartStudy* ; d'autres logements à proximité d'hôpitaux/lieux de soins pour *LOGIFAC*... D'autres, comme Anne Gobin pour *Arpej*, ont pu constater que « certaines structures associatives ou restaurateurs se sont manifestés spontanément : distribution d'aides, de produits alimentaires, de repas... Un bel exemple de solidarité. »

Ainsi, si la séquence que nous venons de passer a mis à jour la grande fragilité d'un certain nombre d'étudiants en résidences, pour des raisons au demeurant très variées, elle a aussi prouvé à la fois la grande réactivité des gestionnaires, et le développement d'élan de solidarité tous azimuts. Et quand certains locataires ont pu quitter les lieux pour poursuivre leurs études dans de meilleures conditions, ceux qui n'ont pas eu le choix ont fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des professionnels du logement jeune et étudiant. Reste à établir sans doute un diagnostic moins caricatural que la vulgate médiatique, et plus complet qu'un simple tour de table, pour aborder l'avenir (et les risques de réitérations de cette séquence) l'esprit plus serein. ■



www.cires.fr



AIRES

Association interprofessionnelle des
Résidences Étudiants et Services



L'Association Interprofessionnelle des Résidences Etudiants et Services (AIRES) est l'association professionnelle des opérateurs et gestionnaires de Résidences services pour étudiants. L'AIRES est née en 1994 et regroupe les principaux acteurs de la profession. Elle réunit les promoteurs, constructeurs, gestionnaires et exploitants de résidences étudiants avec services, informe les pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que tous les milieux socio-économiques sur l'ensemble des aspects professionnels, sociaux et économiques de cette activité.

L'originalité de ce secteur repose sur des offres d'habitat en secteur conventionné et/ou d'un habitat en secteur libre, gérées par des associations à but non lucratif ou des sociétés commerciales.

Le Bureau de l'Association est composé de :

- Président : M. Philippe NICOLET (Groupe Réside Etudes) ;
- Vice-Président : M. François-Xavier SCHWEITZER (Nexity) ;
- Secrétaire Général : Mme Anne GOBIN (ARPEJ) ;
- Secrétaire Général adjoint : M. Jean CAUET (Fac-Habitat) ;
- Trésorier : M. Benjamin BRULEBOIS (BNP Paribas Immobilier) ;
- Délégué général : M. Philippe CAMPINCHI.

www.aires.fr

Apsytude **un réel soutien**

Par François Perrin

Association créée il y a dix ans par deux psychologues, Apsytude regroupe des dizaines de professionnels œuvrant à l'écoute et au soutien psychologique des étudiants, afin de favoriser leur bien-être. En cette période de confinement, elle a été largement sollicitée pour venir en aide à des jeunes particulièrement touchés par l'angoisse et l'isolement. Entretien avec Fanny Sauvade, l'une de ses fondatrices.

« Prévenir le mal-être, prendre en charge la souffrance, promouvoir le bien-être, sensibiliser les professionnels et l'opinion sur les besoins des étudiants en termes de santé mentale. » Telles sont les quatre missions que mène Apsytude depuis 2010, à travers toute une série d'actions diverses, variées et complémentaires : stands « *Speed meeting* », ateliers *P'Ose*, formation continue *Pro'position*, consultations individuelles en *Happsy Hours*, vidéo-consultations *Happsy Line*, programme de prévention *Porte t'apporte...* Aujourd'hui présente sur 34 villes réparties sur tout le territoire national (Nantes, Lille, Lyon, Rennes, Nancy, Montpellier, Tours, Le Mans, Brest, Paris, Dijon, Aix-Marseille, Grenoble, Besançon...), soutenue par de nombreux partenaires financiers (*Crous*, résidences privées ou publiques, établissement d'enseignement supérieur (écoles)...), l'association compte désormais 740 000 étudiants éligibles à ses actions.

Du présentiel à la visio

« En fonction des villes et régions concernées, indique Fanny Sauvade, nous intervenons sur un public d'étudiants variable, en lien avec nos partenaires locaux. » Dans tous les cas, « un public vulnérable sur le plan de la santé mentale, avec des chiffres importants en termes de détresse psychologique, de dépressions, de suicides » - des chiffres d'ailleurs souvent méconnus ou minimisés dans l'opinion publique.

Dès le début du confinement, « passé l'état général d'urgence et de panique », l'association n'a pas tardé à « transformer tous les différents accompagnements proposés en présentiel, sur sites ou dans les établissements, en consultations par webcams. » Le dispositif *Happsy Line* existant déjà, à destination par exemple des étudiants partis à l'étranger ou ne pouvant accéder aux consultations en présentiel, il a fallu le généraliser, mais sans partir de zéro - une raison supplémentaire, pour Fanny Sauvade, d'étoffer les offres à distance, pour pallier rapidement les difficultés liées à ce type de situation d'urgence. « *Tous nos pys ont du s'y mettre, même ceux qui s'étaient montrés plus réticents sur le principe, au départ* » - craignant sans doute les désagrément induits par cette modalité particulière d'échanges.



La difficulté principale, à ce niveau, concernait les étudiants rentrés chez leurs parents, et ne disposant pas sur place « des conditions nécessaires pour une consultation psychologique à distance » (manque d'intimité, sinon de matériel). D'autres étudiants suivis, misant sur un confinement de courte durée, avaient exprimé le souhait d'attendre le retour en présentiel. Dans tous les cas, hormis un investissement général des jeunes sur les réseaux sociaux (« un outil de partage et de maintien du lien, qu'il ne s'agit pas de diabo-



liser en ce moment »), la situation renforce « les différences extrêmes entre ceux qui arrivent déjà bien à structurer leur temps et ceux qui se laissent glisser dans une inversion du rythme jour/nuit, qui perdent des repères, qui intensifient des consommations problématiques (tabac, alcool, drogues)...

« Nous n'avons pas forcément reçu plus de demandes, poursuit-elle, mais constaté une indéniable dégradation psychologique des personnes que nous avons continué à suivre, comme les étudiants confinés en chambres de 9 mètres carrés en cité U, loin de leur famille et ne disposant pas forcément d'un très bon réseau internet, ceux qui rentrent chez leurs parents avec des climats ou situations de conflit très compliqués ; ainsi qu'énormément d'internationaux n'ayant pas pu rentrer chez eux du fait de la fermeture des frontières. » De la même façon, « de nombreuses personnes évoquent des pensées suicidaires, en ce moment, l'isolement renforçant les difficultés qui étaient pré-existantes. »

Défis à venir, initiatives à ordonner

Au niveau des partenaires, Fanny Sauvade a pu constater « une très forte sollicitation de l'association, ces derniers se montrant particulièrement mobilisés, très attentifs à la situation des étudiants. » Ainsi, « même à l'échelle des professeurs, nous sommes contactés par des personnes se demandant ce qu'elles

peuvent faire pour venir en aide aux plus fragiles. » Beaucoup d'entre eux sont en première ligne, conservant le contact avec des jeunes et faisant appel à l'association quand ils constatent des situations particulièrement préoccupantes. De la même façon, quand la communication sur l'aide psychologique existait auparavant « de manière assez peu visible » sur les sites des partenaires, « la communication est désormais massive, sur tous les dispositifs de soutien qui existent. »

Pour l'avenir, la codirectrice d'Apsy-tude le reconnaît volontiers : « On manque de visibilité, même si nous constatons que des personnes ont été fragilisées par le confinement, que des situations se sont aggravées : conflits familiaux, conjugaux, absence de cadre académique pour ceux qui avaient déjà du mal à s'investir dans leurs études... » En outre, à la perte générale de repères viennent s'ajouter « des peurs nouvelles, qu'on ne sait pas encore gérer. Or être confronté à l'inconnu, cela produit encore du stress, qui nous atteint tous. » Ainsi, « nous craignons des effets-rebonds, dès la levée du confinement. »

Pour la rentrée prochaine, par exemple, « je pense que la situation va venir révéler des choses qui étaient déjà là avant : les familles qui sont dans une attitude très protectrice vont être soumises à de nouvelles angoisses ; quant à celles au sein desquelles les relations sont

tendues, l'éloignement sera d'autant plus nécessaire. »

Pour autant, pour conclure sur une note positive, Fanny Sauvade a pu relever un impressionnant « foisonnement d'initiatives solidaires » qui se sont mises en place presque naturellement, face à l'urgence : ligne d'écoute de psychologues bénévoles pour Cogito'Z, à Paris ; sites de ressources pour les étudiants ; mobilisation d'étudiants en psycho disposés à mettre en pratique bénévolement leurs savoir-faire et connaissances... Pour autant, « il y a beaucoup de choses, parmi lesquelles il va désormais falloir s'y retrouver : quelles ressources on identifie, comment les étudiants peuvent y avoir accès, etc. » Et il s'agit aussi de maintenir la vigilance sur les dispositifs de prévention, « sans attendre l'arrivée d'une grosse crise comme celle-ci pour se préoccuper de notre santé mentale, de notre bien-être, et de la formation/sensibilisation des acteurs de première ligne. » A l'instar des personnels enseignants, susnommés, qui pourraient jouer un rôle majeur dans le repérage et l'orientation des étudiants en difficulté vers des professionnels qualifiés... ■



<http://www.apsytude.com/fr/>





Les villes universitaires soutiennent les étudiants !

par François Rio Délégué Général de l'Avuf

Alors qu'une majorité des étudiants rejoignaient leur domicile familial dès le 16 mars, les élus et services « vie étudiante » des villes universitaires ont rapidement constaté qu'un grand nombre d'entre eux étaient restés sur place, à défaut d'autre solution ou bien mobilisés par des stages ou des job qu'ils espéraient reprendre très vite. Ainsi, partout en France, les collectivités locales ont fait preuve de solidarité et de générosité à leur destination de nos étudiants. L'AVUF a recensé quelques actions importantes.

Souvent alertées par des associations étudiantes, les Crous ou les universités, des municipalités ou intercommunalités ont pris des initiatives, aux côtés de ces acteurs, pour faire face notamment aux situations de précarité numérique ou alimentaire. La Ville de Pessac (commune sur laquelle se situe la plus grande partie du campus de Bordeaux) a été l'une des premières à agir, en reprenant contact avec tous les étudiants internationaux qu'elle avait accueilli lors de ses deux *Nuits des étudiants du Monde*, pour les orienter vers les services appropriés. Elle a ensuite participé aux allotissements de la banque alimentaire, et à la distribution sur site ; puis travaillé avec le réseau associatif pessacais pour fournir des produits d'hygiène aux étudiants.

Métropoles et communes

Plusieurs métropoles, qui n'ont pourtant pas la compétence « vie étudiante » portée le plus souvent par les communes, sont intervenues en soutien des initiatives prise par leurs partenaires. Certaines, comme Aix-Marseille-Provence, ont élargi leur Fonds d'Aide aux jeunes (FAJ) par le biais d'une aide aux étudiants boursiers ou non boursiers rencontrant des difficultés financières importantes à la suite de la fermeture des restaurants universitaires.

La métropole du Grand Lyon a voté une subvention conséquente à l'Université de Lyon, pour permettre aux 27 établissements membres de cette



CoMUE d'apporter des aides individuelles aux étudiants sans ordinateur ou connexion Internet. Elle a également mis à disposition des collègues comme bases logistiques pour la distribution de colis alimentaires, et orienté vers la start-up *WeeeeFund*, qui propose de mettre à disposition des étudiants des ordinateurs reconditionnés. Orléans Métropole a aussi fait reconditionner des ordinateurs, et distribué 600 masques aux étudiants confinés dans les résidences Crous.



La Ville de Nice a également versé une subvention à l'Université de Côte d'Azur, en vue d'aides en matière numérique aux étudiants : fourniture de clés 4G et acquisition d'un logiciel spécifique pour les étudiants handicapés auditifs. Elle a par ailleurs travaillé étroitement avec la Fédération des associations et corporations étudiantes (FACE 06) durant toute la période du confinement.

La Ville d'Orsay (principal site de l'Université Paris-Saclay) a permis à une association locale (*Bures en Transition*) de prendre le relais de l'épicerie sociale et solidaire du campus pour préparer des colis alimentaires, et souhaite aujourd'hui pérenniser cette solidarité. Rennes Métropole s'est distingué par une intervention pour le rapatriement d'étudiants en mobilité devant faire face à des frais inattendus inhérents à leur retour anticipé : billets d'avion, autres frais de transport, frais

d'acheminement d'affaires personnelles etc. Elle a également adapté son dispositif de bourses à destination de doctorants en mobilité entrante et sortante.

Les très nombreuses initiatives de la *Ville de Paris* et de ses partenaires à l'attention des étudiants ont été répertoriées, à l'adresse des étudiants, sur [son site](#). La Ville envisage de proposer un certain nombre de Services civiques étudiants pour répondre à la fois aux souhaits de nombreux étudiants d'aider et de s'engager dans la période et leur faire bénéficier d'une gratification. Dans un autre domaine, Robert Herrmann, président de l'*Euro-métropole de Strasbourg*, a demandé à tous les bailleurs, publics comme privés, de surseoir à la perception des loyers des étudiants qui en formulent la demande, et ce, jusqu'à la fin du confinement : « *L'ensemble de la communauté estudiantine est à pied d'œuvre et nous assistons partout à des élans de solidarité et d'entraide exemplaires et inspirants. Mais il ne me semble pas moins essentiel d'en appeler aujourd'hui à plus d'indulgence de la part des bailleurs de logements étudiants* », a-t-il déclaré.

Professionnalisation des étudiants

Il serait trop long de relater toutes les initiatives prises par les 88 collectivités locales adhérentes à l'AVUF, qui ont pu prendre de formes très différentes

et pourraient se prolonger sur d'autres champs d'action (par exemple celui de la professionnalisation des étudiants au regard du nombre de stages annulés). La présidente de l'AVUF, Catherine Vautrin, a ainsi proposé 2 pistes pour compenser l'effondrement du nombre de stages étudiants, non seulement cette année mais probablement au cours de l'année universitaire qui vient, du fait de la récession.

Car au-delà des indemnités de stage non perçues par étudiants, c'est aussi la question de leur future employabilité qui se pose. Catherine Vautrin suggère aux collectivités de mettre en place des milliers de « *projets tutorés* » avec les établissements ESR, au regard de la diversité de leurs compétences. Ceci afin d'offrir des terrains alternatifs de professionnalisation des étudiants, en urbanisme, chimie, sociologie, droit, sciences du sport, communication, etc. La présidente de l'association évoque également la possibilité d'abonder les gratifications de stage que les PME ne parviendraient pas à verser au niveau de l'indemnité légale, en s'inspirant du dispositif PULPE mis en place depuis 13 ans à la Rochelle. Ces propositions, ainsi que toutes les innovations de résilience, seront au centre des travaux de la 6^{ème} Conférence de stages ou autres actions de professionnalisation, le 6 novembre prochain, au siège national des Banques Populaires. ■



<https://www.avuf.fr>

Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr



Nancy, nouveau visage du **campus Braboïis-Santé**

En 2008, dans le cadre du lancement de l'Opération Campus, le projet Campus Lorrain a été retenu par le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il comptait quatre volets universitaires et un volet Vie étudiante, pour un montant global de 148,3 millions d'euros d'investissement.

Le projet « *Structuration du pôle biologie-santé* » constitue le projet-phare du plan campus Lorrain, pensé comme un pôle d'excellence capable de rassembler sur un même site l'ensemble des formations universitaires et laboratoires de recherche en biologie et santé. Une restructuration ambitieuse, qui doit permettre d'activer les synergies avec le *Centre Hospitalier Régional Universitaire (CHRU)* de Nancy et les entreprises du technopôle de Braboïis, tout en créant les conditions d'une attractivité nouvelle pour les étudiants. En accueillant les facultés et laboratoires de pharmacie et d'odontologie, le site de la faculté de médecine à Braboïis change de nom et prépare l'avenir.

Un projet de **longue date...**

La volonté de rapprocher les facultés de médecine, pharmacie et odontolo-

gie sur un même site ne date pas d'hier. Depuis leur séparation dans les années 70, la faculté de médecine quittant alors le centre-ville pour s'installer sur le technopôle de Braboïis, aux côtés de l'hôpital, l'ambition des décideurs universitaires lorrains restait de voir à nouveau réunis ces différents pôles des études de santé. Ce projet a été élaboré pour suivre un schéma directeur bien établi, consistant à créer une connexion forte entre recherche, formation et pratique hospitalière sur le technopôle de Braboïis.

Différents plans (CPER, plan *Université 2000* et aujourd'hui *Opération Campus*) ont permis les aménagements du site Braboïis, qualifié lors de son inauguration en 1973 de « *plus moderne hôpital d'Europe* », et favorisé l'intégration des filières liées à l'ingénierie de la santé ou la construction du Biopôle, espace dédié à la recherche en biologie.



...porté par Eiffage

Le 28 janvier 2016, l'Université de Lorraine signait avec *Eiffage*, au travers d'*Eiffage Concessions*, un contrat en Partenariat Public-Privé pour le financement des constructions neuves et la première partie des aménagements extérieurs du projet. Ce partenariat repose sur un contrat global, signé entre l'Université et un groupement d'entreprises prenant en charge la conception, la construction et le financement ainsi que la maintenance des bâtiments, pour une durée de 27 ans (dont 25 d'exploitation) et un investissement de 52,4 M€. L'État deviendra propriétaire du bâtiment à la fin du contrat.

Eiffage, via sa société de projet NPBS, a sous-traité plus de 35% du montant total des travaux à 145 PME - la majorité provenant de la région Grand-Est -, et animé un groupement d'entreprises au sein duquel figurait les cabinets d'architecture *Lehoux-Phily-Samaha* (pour la construction des deux bâtiments neufs) et *Philippon-Kalt* (pour les circulations et les espaces extérieurs).

Quels travaux achevés en 2019 ?

Un bâtiment principal a été construit, pour accueillir les facultés de pharmacie et d'odontologie sur le Campus de Brabois - jusqu'ici situées en centre-ville de Nancy. Le nouveau bâtiment accueille au rez-de-chaussée salles de travaux pratiques, bureaux des associations étudiantes et cafétéria, ouverts sur un jardin intérieur ; administrations et scolarités au 1^{er} étage, et salles de cours et bureaux des enseignants dans les étages supérieurs.

Cette construction neuve héberge aussi un nouvel amphithéâtre de 400 places et des espaces administratifs partagés, reliés par une passerelle de verre colorée, symbole de la mutualisation des trois facultés, qui marque la nouvelle entrée du campus. Sous la passerelle, le parvis nord offre une perspective plongeante sur le cœur du campus et à proximité du bâtiment, à l'entrée du campus, un parking arboré de 825 places a été créé.

Un bâtiment innovant pour les animaux

Un deuxième bâtiment, l'*Animalerie du Campus Biologie-Santé (ACBS)* a remplacé les animaleries des facultés de médecine et de pharmacie, et accueille également les activités de plusieurs Unités de Recherche et parcours de formation. L'Université de Lorraine a souhaité ainsi regrouper les activités d'hébergement et d'expérimentation animale dans un bâtiment construit spécifiquement, pour respecter les normes réglementaires et garantir de bonnes conditions pour l'animal. Autour du bâtiment, un parking de 250 places a également été créé.

Rénovation de la fac de médecine

En complément du contrat de partenariat, les réhabilitations du bâti existant et de la seconde partie des aménagements extérieurs ont été conduites par l'Université de Lorraine, sous maîtrise d'ouvrage publique du cabinet *AUA Lorraine Architectes* : réhabilitation et restructuration de plusieurs bâtiments de la faculté de médecine, rationalisation des infrastructures pédagogiques et scientifiques et réaménagement de la bibliothèque universitaire.

Les locaux de la *BU médecine* (rebaptisée *BU Santé*) ont ainsi été restructurés afin d'accueillir les étudiants des facultés de pharmacie et d'odontologie,

nouveaux arrivants sur le campus. Mais ce chantier a aussi fourni l'occasion de repenser l'ensemble de la bibliothèque, et d'offrir une gamme d'espaces couvrant les besoins et les usages des étudiants en santé, toutes disciplines confondues : salles de lecture classiques, de silence absolu, de travail en groupe, espaces cafétéria, etc.

Un campus vert

Avec ses espaces de convivialité, ses cheminements piétons et ses aménagements généreusement arborés, qui lui confère un caractère de parc, ce campus vert s'ouvre largement sur le domaine public. Au débouché du tunnel qui relie l'hôpital au campus, le parvis sud permet d'accéder via une allée ombragée jusqu'au campus parc, cheminement paysagé qui serpente au pied des bâtiments blancs et dessert au passage le théâtre de plein air, l'agora et la terrasse du restaurant universitaire. La circulation des véhicules du personnel est limitée à une boucle intérieure privative, qui fait le tour du campus et dessert les parkings. ■



Contact : Mehdi Zerilli
Directeur du Développement
région Nord Est chez
Eiffage Construction :

Mehdi.ZERILLI@eiffage.com

Architectes : [Lehoux, Phily Samaha](#)

Aménagement paysager :
[Philippon Kalt](#)





La Smerra aux côtés des étudiants !

Durant le confinement, il était primordial d'accompagner les étudiants dans cette période inédite, de les aider à le supporter en agissant pour réduire son impact matériel et psychologique. Voilà pourquoi la mutuelle étudiante SMERRA est restée particulièrement mobilisée pour le mieux-vivre étudiant.

Pour ce faire, la SMERRA a d'abord directement agi auprès des étudiants, avec #heureuxchezsoi : des publications quotidiennes sur les réseaux sociaux pour apporter des conseils, bons plans, idées d'activités pour s'occuper l'esprit et le corps (dont une séance de sport hebdo de 45min en live) ; des articles sur des sujets d'actualité (reconnaître des fake-news, bien dormir, comment arrêter de fumer...), des infos officielles, etc.

Fonds spécial

En parallèle, la Fondation SMERRA a réaffirmé son engagement pour une amélioration de la qualité et des conditions de vie des étudiants en dotant, début avril, un fonds spécial de 100 000 € pour aider ces derniers, qu'ils soient ou non adhérents. En 10 jours, le dispositif « Coup de Pouce » a été mis en place pour permettre aux

étudiants natifs de France, d'un pays membre du programme Erasmus+ ou de l'Organisation Internationale de la Francophonie, âgés entre 18 et 25 ans, de réaliser une demande de soutien financier pour compenser les éventuelles pertes de revenus liées au confinement et permettre des achats de 1^{ère} nécessité, d'ouvrages, de matériel ou encore la souscription d'abonnements pour assurer la continuité pédagogique.

Ce sont 1.052 étudiants, à l'origine des premières demandes complètes et recevables, qui ont reçu une aide financière de la Fondation (50 ou 100 €) directement sur leur compte bancaire dans le mois qui a suivi leur demande, et ce grâce à l'implication des bénévoles étudiants de la Fondation.

Pour les établissements et les collectivités, la SMERRA a constitué une



la protection sociale des étudiants

cellule composée de professionnels de l'assurance, de l'immobilier et du mieux-vivre étudiant afin de leur apporter réponses et outils d'accompagnement (voir article dédié p.14 n°138 d'UT).

Et maintenant ?

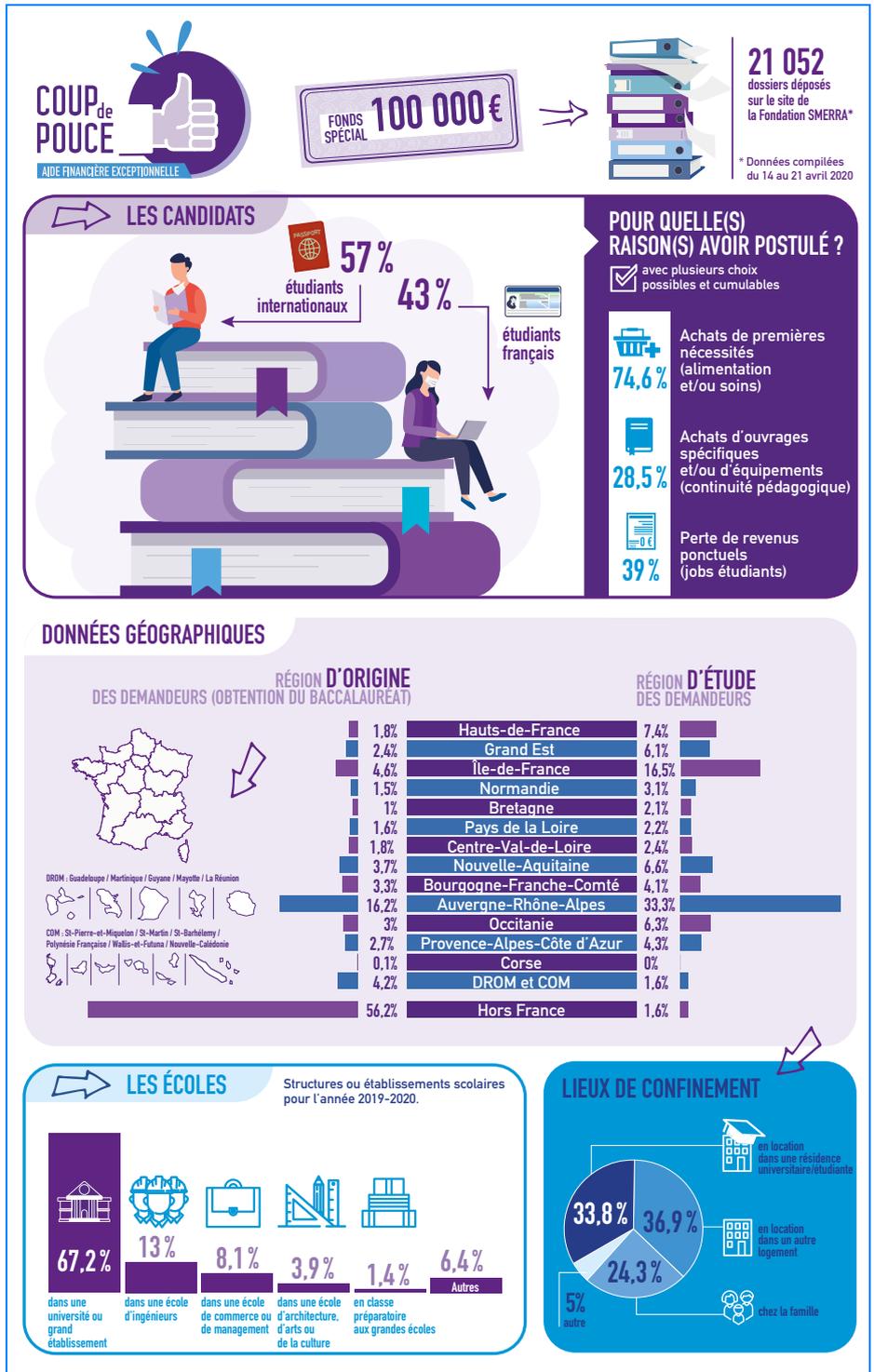
L'ensemble des acteurs de la vie universitaire prépare ardemment la rentrée 2020-2021 avec une nouvelle contrainte de taille : l'intégration de la distanciation sociale et toute la logistique conséquente au sein des

lieux d'études, des bâtiments et des espaces organisés autour de l'esprit d'échange et de transmission des savoirs. Ce challenge se retrouve aussi dans le lieu de vie de l'étudiant en dehors des cours - voire lieu de suivi des cours, comme le confinement a pu le faire vivre durant deux mois - : son logement. La phase d'admission dans l'enseignement supérieur via *Parcoursup* étant désormais ouverte, la préoccupation de l'orientation va rapidement être remplacée par la recherche de ce nouveau foyer, souvent dans une nouvelle ville, une nouvelle région voire un nouveau pays pour les étudiants internationaux.

C'est pourquoi **LOGIFAC**, réseau de résidences étudiantes, organise la visite de ses résidences par des *lives* sur rendez-vous. Au-delà du respect des règles de distanciation et des gestes barrière, ce dispositif a été pensé pour permettre au futur locataire étudiant sa projection dans le logement, une appréciation en direct des infrastructures, de l'espace, du confort du lieu et de son adaptabilité à une éventuelle université « hors les murs ».

« Coup de Pouce » demeure actif et évolue vers un recensement des initiatives ou dispositifs en matière d'aide financière, d'entraide, de soutien moral ou psychologique, ou autres au bénéfice des étudiants. Pour les signaler : coupdepouce@fondationsmerra.org. Ces initiatives seront relayées sur les réseaux sociaux pour permettre leur mise en avant auprès des étudiants.

Il est possible, selon la **SMERRA**, d'agir ensemble pour transformer ces nouvelles règles de vie en actions positives. ■



<https://fondationsmerra.org/>





CléSup' : agir avec les universités et les écoles

Laurent Batsch ancien Président de l'Université de Paris Dauphine viens de créer CléSup'. Accompagner les établissements d'enseignement supérieur pour offrir des logements à leurs étudiants : c'est l'ambition de CléSup', nouvelle agence au service du logement étudiant. Universités & Territoires a décidé de s'associer à cette initiative d'utilité publique pour le logement étudiant.

Dans l'éditorial du guide sur le logement publié en 2019 par la CPU, son Président Gilles Roussel affirmait : « *Le logement des étudiants est indissociable de leur réussite. En effet, les universités peuvent créer les meilleures formations possibles : si les étudiants sont mal logés, ou logés loin de leur lieu d'études, leurs chances de réussite s'en trouvent fortement affectées* » Selon lui, à l'époque comme aujourd'hui, « *le logement est un service qui participe des conditions de mobilité des étudiants, des personnels mais aussi de l'attractivité et de la notoriété des établissements* ». La preuve, avec la mise en place de CléSup'.

Partant de ce double constat partagé par une majorité de décideurs de l'enseignement supérieur, et fort de son

expérience d'ancien Président de l'Université Paris-Dauphine, où il a pu développer toute une politique pour faciliter le logement des étudiants, Laurent Batsch, FRICS, Président de l'EIF et de la Fondation Paris-Dauphine, a décidé de s'entourer d'une équipe d'experts pour créer CléSup'.

Nouvelle agence

Cette nouvelle agence « *ambitionne d'accompagner les établissements d'enseignement supérieur pour offrir des logements à leurs étudiants.* » Outre Laurent Batsch, l'équipe de CléSup' est composée de : Vincent Dubois, ingénieur ESTP, gestionnaire d'actifs et assistant à maîtrise d'ouvrage ; Cécile Dubois, FRICS, expert immobilier agréé à l'international ;

CléSup'
Conseil logement étudiant

Babette Stocker, directrice de la communication, diplômée des Beaux-Arts Paris, auxquels s'est associée l'équipe d'Universités & Territoires - Nicolas Delesque et Philippe Campinchi, par ailleurs co-organisateurs des *Rendez-vous du logement étudiant (RDVLE)*.

Les organisateurs l'affirment : « *CléSup' apportera aux universités et aux écoles la boîte à outils du logement étudiant. Elle fera le pont entre les directions d'établissement et les opérateurs immobiliers, publics ou privés. Notre richesse tient dans le savoir-faire que nous mettons à la disposi-*

tion de chaque établissement : nous savons traduire ses besoins dans une langue comprise par les opérateurs, nous voulons être des passeurs. »

Démarche adaptable et progressive

Pour ce faire, les fondateurs de CléSup' proposent une démarche progressive et adaptable à la situation de chaque établissement, qui va de l'organisation de « séminaires et webinars » à l'assistance à maîtrise d'ouvrage et au montage d'opérations, en passant par un pré-diagnostic sur mesure pour lancer l'élaboration d'un projet. « Nous ne sommes pas un promoteur, un investisseur, un bailleur, une foncière..., insistent-ils sur leur site Internet. Nous n'avons pas de capital financier, foncier ou immobilier. Notre seul actif est immatériel, il est dans nos têtes. (...) Les freins à l'action viennent parfois des freins réglementaires, mais plus souvent de l'ignorance des possibilités offertes. Ainsi, l'hébergement des étudiants fait partie des missions légales des établissements. La relation directe et privilégiée avec un établissement peut être aussi une source de maîtrise des risques et des coûts pour les opérateurs du logement. C'est pourquoi ceux-ci sont à l'écoute. ». ■



<https://www.clesup.com>

CléSup'
Conseil logement étudiant

Notre mission | L'équipe | Le club | Le pré-diagnostic | L'accompagnement

Loger ses étudiants : un enjeu majeur de politique d'établissement

Trois questions à ...

Vos étudiants se plaignent d'un manque de logements adaptés ? De payer des loyers trop élevés ? Vos jeunes en mobilité se heurtent à un marché saturé ? Vous cherchez à gagner en attractivité ?

Que vous disposiez ou non de réserves foncières, proposer un parc de logements à vos étudiants est la solution !

- ▶ Sans remettre en question le principe de spécialisation.
- ▶ Sans créer de nouvelles structures dédiées.
- ▶ Sans avoir à investir des fonds importants.

Il existe des réponses adaptées à chaque situation. Notre équipe aux profils complémentaires (universitaires / ingénieurs / experts immobilier / experts des résidences gérées) est à votre service pour vous le démontrer.

CléSup' est l'agence dédiée au logement étudiant partenaire des Universités et des Écoles !

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS

Bientôt en ligne...

Lu dans la presse

news tank
Business immo
Blog Appartnaison

CONTACT

CléSup'
49, rue Jean Bleuzen
92170 Vanves
Email: contact@clesup.com

© clesup 2020 Mentions légales

Pour remplir sa mission, CléSup' vous propose :



Le Club

Ouvert à toutes et tous, pour partager des expériences et des idées

En savoir plus



Le Pré-diagnostic

Aide à la formulation du besoin

En savoir plus



Accompagnement

Pour formuler un projet, pour le transformer en réalisation.

En savoir plus



Crous, un accompagnement de tous les instants

par Bénédicte Corvaisier-Drouart - DG du Crous de Grenoble et
Olivier Scassola - DG du Crous de Créteil

Le 17 mars 2020, la France entre en phase de confinement. Les étudiants, notamment ceux logés dans les résidences universitaires, sont invités par la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation à rejoindre leurs proches. Nombre d'entre eux demeurent toutefois dans leur logement, par nécessité ou par choix : c'est le cas de 58 000 étudiants au sein du réseau des Œuvres. Par leur intermédiaire et via les remontées effectuées dès les premiers jours par les services sociaux, les Crous ont connaissance des multiples questions que se posent les étudiants, des difficultés qu'ils rencontrent et de leur crainte de se retrouver isolés.

Outre les aides (financières, alimentaires, dans le domaine de la santé en lien avec les services de santé universitaires, informatiques, etc.) rapidement apportées aux étudiants par les Crous, une réalité s'impose : il est nécessaire d'accompagner les étudiants, logés ou non au sein des résidences universitaires, afin de maintenir un lien avec eux et de les aider à rompre l'isolement qu'ils redoutent. C'est ainsi que dès les premiers jours du confinement, deux actions majeures sont mises en place par les Crous : le déploiement des dispo-

sitifs étudiants référents hébergement dans les résidences par une majorité de Crous, quand d'autres mobilisent plutôt des personnels volontaires ; le développement d'animations en ligne à destination de tous les étudiants.

Les équipes des Crous font preuve à la fois de réactivité et de créativité. Les initiatives foisonnent, en particulier de la part des services animation et vie de campus, hébergement et communication. Leur mobilisation rapide a permis d'améliorer sensiblement les conditions de vie et d'études des étudiants,



lesquels ont poursuivi leur scolarité en ligne et passé des partiels pendant la période de confinement. Les enquêtes menées fin avril auprès des étudiants logés par les Crous ont montré que la crainte exprimée mi-mars par les étudiants de vivre une période d'isolement n'est pas devenue une réalité pour une

large partie d'entre eux. C'est ce que nous allons voir ci-après, notamment au travers des actions menées par les Crous de Créteil et de Grenoble.

Le dispositif étudiants référents hébergement

Au cours de la période de confinement, qui a bouleversé du jour au lendemain les habitudes de vie et les organisations du travail, de nombreux Crous, qui ont une longue expérience de l'accompagnement des étudiants, ont ressuscité un dispositif ancien et qui a longtemps fait ses preuves : l'accompagnement des étudiants par leurs pairs. Comme l'a rappelé Madame la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation lors de sa visite dans une résidence universitaire de Champs-sur-Marne (77) le 8 mai dernier : « *Qui peut en effet mieux nouer ou garder le contact avec un étudiant qu'un autre étudiant* » ?

A Créteil, ce sont ainsi une soixantaine d'étudiants référents qui ont été déployés dans les 28 résidences du Crous afin de venir en aide aux 2 400 étudiants qui y sont restés après la mi-mars (sur les 5 400 lits gérés par le Crous, soit environ 44 %). Ils sont principalement chargés :

- de prendre des nouvelles régulières (tous les jours ou tous les 2 jours) des étudiants logés par le Crous, par téléphone, mél ou SMS ;
- de favoriser les liens entre les résidents et avec les agents du Crous ;

- du suivi particulier des étudiants qui déclarent se sentir isolés ou ne pas « *avoir le moral* » ;
- de faire connaître les dispositifs d'aide mis en place par le Crous : aides financières, dons alimentaires, prêt de matériels informatiques, les activités mises en ligne dans le cadre de l'animation des résidences.

Leur intervention a permis de prendre fréquemment des nouvelles de l'état de santé des étudiants, de développer la cohésion entre eux et de rompre avec l'isolement que certains ont pu ressentir les premiers jours du confinement. Parmi les étudiants logés par le Crous de Créteil, 52 % sont des étudiants étrangers ou ultramarins, en situation d'hyper éloignement. Une enquête menée fin avril a ainsi montré qu'à cette date moins de 1 % des étudiants logés au Crous se sent isolé (14 sur 2 147 répondants) et que seul 1,3 % d'entre eux n'a personne avec qui échanger (27 répondants).

Par ailleurs, les étudiants référents hébergement ont permis de faire rapidement connaître les dispositifs mis en place par les Crous : ils ont contribué de façon significative à l'augmentation du volume des aides sociales distribuées. Leur influence s'étend au-delà des résidences du Crous, les informations dont ils font bénéficier les étudiants logés au Crous étant ensuite partagées plus largement à l'extérieur.

Les animations en ligne

Les 5 agents du service Vie étudiante et vie de campus du Crous de Créteil sont mobilisés à 100% en télétravail depuis la mi-mars 2020. Une nouvelle organisation est mise en place à cette période, l'activité du service ayant été inscrite dans le plan de continuité de l'activité (PCA) déployé par le Crous. La priorité du service est d'aider à répondre aux difficultés sociales et relationnelles qu'expriment les étudiants pendant le confinement et, en particulier, à permettre de rompre les situations d'isolement.

Les surfaces des logements offrent peu de possibilités et le quotidien des étudiants, soumis à une forte pression liée aux conditions de poursuite de leurs études, aux ruptures de contrats de travail ou de stage, etc., doit se réinventer. De concert avec l'équipe de communication, le service crée une page Facebook dédiée, alimentée pluri-quotidiennement, afin de garder le lien avec les étudiants, tout en rythmant leur journée. « *Crouscreteiltogether* » est née, qui propose jusqu'à 3 à 4 publications chaque jour, 7 jours sur 7. Les résidents du Crous sont tous informés de son existence et le Crous mobilise ses réseaux internes et externes dans le but de promouvoir cet espace pensé pour les étudiants. Les actions sont conçues pour le plus grand nombre, sur un rythme hebdomadaire adapté au suivi des cours en distanciel par les étudiants, incluant les soirées, les week-ends et les jours fériés. Toutes les ressources sont accessibles gratuitement pour les étudiants.

La plupart des vidéos et des podcasts sont réalisés par les équipes du Crous, le restant par des partenaires. En lien avec le service de la communication et en fonction de ses appétences et de ses compétences, chaque membre du service Vie étudiante et vie de campus participe à la production des animations : des podcasts littéraires avec des lectures de Jack London, Victor Hugo ou encore Anton Tchekov, des tutoriels vidéos de cuisine, de couture,



de yoga, de sophrologie, de fabrication de produits de soins et de santé, des DIY (« *do it yourself* ») ou encore des « *Crouseils* » en cinéma, danse, musique, visites, expositions et théâtre sont diffusés, y compris sur Twitter. Ils rencontrent un franc succès. Le Crous a imaginé des jeudis et des samedis sous forme de soirée étudiante : un étudiant entrepreneur a été mobilisé pour les sets DJ et de jeunes artistes découverts dans l'émission de télé-crochet « *The Voice* » se sont produits pour les concerts.

De la même manière au Crous Grenoble Alpes, les équipes du service Culture Sport et Animation de Vie de Campus ont proposé un programme d'activités en ligne à destination des résidents confinés, et plus largement à l'ensemble de la communauté étudiante : activités physiques, cours de danse, blind test, cours de cuisine, yoga, DIY, arts plastiques, etc.

L'étudiant participe à son rythme en tant que spectateur, acteur et parfois même en tant qu'intervenant. C'est le cas des ateliers d'écriture « *Confinemots* » animé par Soheyl Aslani, étudiant en sciences politiques passionné de littérature, artiste rappeur et lauréat de plusieurs concours d'éloquence. Près d'une vingtaine de séances ont ainsi été menées. Une consigne différente à chaque fois : écrire en anaphore, autour d'un objet du quotidien,

hommage à Georges Pérec : « *Je me souviens* », etc. Ces rendez-vous ont permis de libérer la parole, d'extérioriser par l'écriture et d'aborder le confinement avec prose, sensibilité et humour.

Parmi les partenaires extérieurs, le Crous de Créteil a travaillé avec l'organisme « *Cuisine ta mère* » et son chef Mignot, qui ont développé des cours de cuisine facile, gourmande et peu onéreuse. Un abonnement à la plateforme « *Toutapprendre* » permet aux étudiants de bénéficier d'un accès libre pendant un an à des cours de langues, d'arts plastiques, de sport, de cuisine, de code de la route, etc. Des enseignants universitaires avec lesquels le Crous collabore depuis longtemps ont quant à eux proposé des séances vidéo de yoga, de relaxation et de sophrologie : faire de l'activité, se recentrer et faire le vide permettent aussi de rendre le corps et l'esprit plus sereins.

Les activités développées en ligne ont permis aux Crous de travailler en réseau, de mutualiser et de briser les frontières académiques. Le groupe « *Chill ton Crous* », réunissant près d'une dizaine de Crous, a permis d'élargir l'offre proposée en ligne par le réseau des Œuvres. Un étudiant pouvait suivre le matin une séance de sophrologie à Nice-Toulon, l'après-midi un café linguistique à Orléans-Tours et finir la journée sur un rendez-vous

concert à Reims. La dynamique initiée pendant la période de confinement n'est pas près de s'arrêter.

Dispositifs d'accompagnement reconduits à la rentrée

Au cours de la période de crise sanitaire, les Crous ont eu à cœur de continuer à faire vivre la vie étudiante afin de permettre aux étudiants de garder des repères, du lien, une dynamique. La page « *Crouscriteiltogether* », reflet des actions menées au bénéfice des étudiants cristoliens et qui constitue un lien permanent avec eux, va continuer à vivre après la période de crise sanitaire. Il en est de même pour de multiples autres actions initiées ces dernières semaines par l'ensemble des Crous et pour le dispositif étudiant référent hébergement, sous une forme à renouveler. Trouver l'équilibre entre le présentiel et le distanciel sera l'un des enjeux de la prochaine rentrée 2020-2021. ■



Crous de Créteil

82 vidéos proposées en 2 mois, dont 45 en production Crous

- [Facebook](#)
- [YouTube](#)
- [Site rubrique Vie de Campus](#)

Crous Grenoble Alpes

« [Le Confinemots, recueil d'écrit des étudiants Grenoblois](#) »



La FAGE contre la précarité

Depuis le début de la crise sanitaire, la précarité que connaissent les étudiants s'est brusquement aggravée. Les dépenses quotidiennes sont plus difficiles à assumer et l'isolement progresse. Cette situation accentue le phénomène de renoncement aux soins et menace à moyen terme la poursuite d'études. La FAGE a alerté le gouvernement et formulé des propositions pour que des mesures d'urgence soient prises.

Ainsi, la FAGE a proposé 16 mesures d'urgences à mettre en place dès la fin du confinement. Elles traitent de l'accompagnement social des jeunes et étudiants, notamment sur le premier poste de dépense des étudiants : exonération totale des loyers du parc locatif CROUS où logeaient les étudiants pendant la crise ; création par l'État d'un fonds d'urgence d'aide au paiement des loyers, afin d'accompagner les locataires du parc social hors CROUS ainsi que les locataires du parc privé.

Ces propositions concernent aussi l'accompagnement pédagogique des étudiants avec la mise en place de bilans individuels à propos des acquis d'apprentissage du 2ème semestre (2019-2020) sur la base de l'auto-évaluation, afin de permettre un retour adapté à chacun. Des modules pédagogiques pourraient ainsi être mis en place à la rentrée pour permettre aux étudiants d'acquérir les acquis d'apprentissage qu'ils n'auront pas pu assimiler lors du confinement. D'autres mesures concernant



le secteur de la santé et du social, ou encore du monde associatif sont demandées par le principal syndicat étudiant.

Les AGORAé en première ligne

En parallèle, la FAGE et son réseau ont apporté des solutions sur le terrain. A travers ses AGORAé - épiceries solidaires étudiantes - notamment, ce sont près de 15 000 paniers-repas qui ont été distribués lors du confinement. En effet, malgré ce dernier, de nombreuses fédérations ont réussi à maintenir les AGORAé «ouvertes», en innovant dans leurs distributions, tout en respectant les mesures de sécurité : port de masque et de gants, désinfection régulière des locaux, nombre limité de personnes et distanciation d'un mètre minimum ont notamment été mis en place.

D'autres adaptations ont été trouvées par les bénévoles : horaires d'ouverture aménagés, et pour les locaux situés au sein des universités fermées, livraisons de paniers-repas dans les cités U, délocalisation des points de distribution aux abords des universités, permanences ambulantes dans des véhicules ... les aliments et produits de première nécessité ont été malgré tout délivrés !

« Le rôle des associations étudiante.s dans cette période de crise



MOBILISONS-NOUS CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

TOUS LES DONS SERONT ATTRIBUÉS À L'AIDE AU PUBLIC ÉTUDIANT ET PERMETTRONT AUX ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DE MAINTENIR LEURS ACTIONS PARTOUT EN FRANCE

WWW.ATTENTIONFRAGILE.ORG

Stress lié au confinement ? Cohabitation difficile ?

Idées noires ? Angoisse liée à l'avenir ?

Isolement ? Deuil ? Ennui ?

Tout simplement envie de parler entre adultes ?

Pendant la crise sanitaire, votre asso étudiante vous propose de consulter un psy, gratuitement pour les étudiants

La consultation est prise en charge par la FAGE grâce à un don de CNP Assurances

Infos et prise de RV : bit.ly/jappelleunpsy

peut également prendre une autre ampleur : la solidarité doit s'exercer à tous les niveaux et pour toutes et tous », estime la FAGE. C'est pour cela que certaines AGORAÉ ont décidé d'ouvrir l'épicerie à un public plus large, en accompagnant des personnes non étudiantes ou en livrant des associations de solidarité pour les aider à maintenir leur stock de denrées. Pour poursuivre et amplifier cette formidable mobilisation, un appel à la générosité a été lancé via www.attentionfragile.org.

Les fonds récoltés permettront de poursuivre la lutte contre la précarité étudiante et de soutenir les actions de solidarité des associations étudiantes. Bénévoles et volontaires en service civique se sont en effet mobilisés par centaines pour organiser des distributions de denrées de première nécessité et de matériel bureautique auprès des jeunes.

Si ces initiatives ont pu se multiplier, c'est grâce aux dons exceptionnels de CNP Assurances (100 000 €) et de nombreux particuliers. Mobilisée dans la lutte contre le COVID-19, CNP Assurances a amplifié le soutien que sa Fondation apporte depuis 2016 à la FAGE.

Animations spéciales confinement

Outre les distributions alimentaires dans une vingtaine de campus, un dispositif d'écoute gratuit a été mis en place, avec une psychologue diplômée, pour prévenir au mieux les risques psycho-sociaux. Afin de lutter contre l'isolement social, d'autant plus marqué en cette période de confinement, les associations ont redoublé d'effort pour animer la vie étudiante. Pour cela, de nombreux projets ont vu le jour.

Des projets interactifs ont pu être mis en place par de nombreuses fédérations, afin de proposer un contenu diversifié et de maintenir, ou même de créer le lien entre les étudiants, tels des salons d'informations ou FAQ avec *Discord*, des espaces de jeux, des podcasts, ou des échanges sur des DIY, des recettes de cuisine, des idées de films ou de musique...

D'autres se concentrent sur de l'entraide en faveur de la réussite des études : formations à distance, tutorats, vidéos résumant des cours, etc. Des playlists collaboratives ont également pu voir le jour, ou encore des concours de photographie, ou de dessin. D'autres actions plus spor-

tives ont pu être mises en place, afin d'apporter aux étudiants des conseils pour maintenir leur activité physique malgré un confinement dans un appartement, et sans matériel. Des campagnes de promotion du bien-être étudiant ont aussi été partagées sur les réseaux sociaux, pour veiller à la santé mentale des jeunes.

La FAGE a par ailleurs lancé un dispositif, aux côtés d'*Article 1*, destiné à accompagner les lycéens et les étudiants en difficulté académique. La période de confinement vient en effet renforcer les inégalités d'accès et de réussite dans l'éducation ou l'enseignement supérieur, ainsi, il était important d'apporter une réponse aux jeunes en difficultés !

Ainsi, de multiples réponses aux enjeux d'information et d'isolement social ont été apportées quotidiennement aux jeunes par le réseau de la FAGE. Le confinement n'arrête pas l'action des associations étudiantes et « *parce que la crise sanitaire risque de renforcer durablement la précarité étudiante* », la FAGE appelle à poursuivre cette mobilisation. ■



<https://www.fage.org>



Le confinement, catalyseur de décrochage scolaire

Par François Perrin

Au sortir de la période de confinement, nombre de questions restaient en suspens, parmi lesquelles celle des conséquences de ce dernier sur les parcours éducatifs. La publication ces derniers jours de plusieurs enquêtes, dont celles de l'association [SynLab](#) et de la [Break Poverty Foundation](#), permet de bénéficier de données concrètes sur ces sujets.

Mardi 5 mai, moins d'une semaine avant la reprise partielle de l'enseignement en présentiel, le Conseil scientifique de l'Éducation nationale ([CSEN](#)) mettait en ligne ses « recommandations pédagogiques », qui rappelaient quelques chiffres importants : « Depuis la mi-mars, plus de 870 000 enseignants et 12 millions d'élèves se sont réorganisés afin d'assurer la continuité pédagogique ». Aux équipes pédagogiques, il y est conseillé, notamment, de « consacrer du temps au sujet de l'épidémie », ou de « privilégier les pratiques (...) qui favorisent l'apprentissage en autonomie. » Mais le CSEN est bien forcé de le reconnaître : « Nous manquons de statistiques sur la période des deux derniers mois. » Il propose donc de lancer une enquête,

notamment pour « réorganiser le numérique pédagogique », dans l'éventualité d'une prochaine crise.

On le constate aisément, notamment parce que le CSEN incite aussi à « rechercher l'appui des ressources numériques », les articulations entre présentiel et enseignement à distance, la question de l'enrichissement des ressources en ligne, n'ont jamais été autant d'actualité qu'au sortir d'une crise épidémique nécessitant une remise à jour du pacte scolaire. Pourtant, viser le renforcement des outils pédagogiques et ressources numériques ne peut être envisagé sans une réflexion importante sur les inégalités d'accès à ces éléments, sinon sur la prise en compte effective du rôle des « tiers apprenants ».



Côté familles

A ce titre, l'enquête « Le regard des parents sur l'école à distance », de l'IFOP pour la [Break Poverty Foundation](#), livre des informations importantes, comme le souligne sa Directrice générale Valérie Daher : « Alors que l'Éducation Nationale annonçait entre 6 et 8% d'enfants qu'ils appelaient "perdus de vue", nos remontées du terrain montrent que dans certains quartiers prioritaires, des professeurs étaient sans nouvelles de près d'un tiers de leurs élèves. »

Des chiffres logiquement aggravés par les inégalités de conditions de travail à

domicile : une proportion « *minoritaire mais non marginale* » de 10% à 11% de foyers n'ayant pas accès à un ordinateur ou à une connexion internet correcte, sans parler de près d'un quart des enfants dénués d'imprimante ou de téléphone mobile, de plus du tiers sans accès à une pièce séparée avec un bureau. Ainsi, il apparaît selon l'enquête qu'un quart des jeunes sans ordinateur ou connexion à la maison n'ont eu aucun contact avec un enseignant pendant le confinement.

Toutes ces inégalités de conditions induisent, selon Valérie Daher, « *une conséquence vraiment effrayante en termes d'assiduité.* » L'écart entre le temps passé sur l'école à distance entre les familles pauvres et les plus aisées est conséquent : 65% des jeunes des premières y auront consacré moins de deux heures par jour, contre 77% de ceux issus des secondes ayant étudié chaque jour plus de deux heures. Par conséquent, « *on imagine bien, poursuit-elle, que pour les jeunes défavorisés, les risques de décrochage sont encore plus importants.* » Sans oublier qu'en matière de craintes, « *les retours des parents sont unanimes : ils sont tétanisés, de manière légitime, à l'idée que leurs enfants attrapent le Covid. On protège donc les enfants au risque d'un décrochage scolaire.* »

Bonne nouvelle, en revanche, l'enquête a montré un « *taux de satisfaction as-*

sez important sur le système de l'école à distance, malgré les nombreuses critiques entendues sur le dispositif. Tout le monde semble d'accord pour reconnaître les efforts réalisés par les enseignants pour offrir la plus grande réactivité possible en temps de crise. » De fait, trois quarts des parents, tous milieux confondus, se sont déclaré satisfaits ou très satisfaits du dispositif.

Côté enseignants

L'association [Synlab](#), qui milite pour une transition éducative portée par les enseignants, cadres et formateurs, a tenu de son côté à recueillir l'expérience vécue par les équipes pédagogiques elles-mêmes, au travers d'une enquête « *Confinement et décrochage scolaire* ». Là aussi, le constat est amer, comme l'indique Florence Rizzo, co-directrice : « *Selon les enseignants, un élève sur cinq est perçu comme étant désormais en risque de décrochage, un chiffre qui grimpe jusqu'à un tiers pour ceux en collège REP et lycée professionnel.* » Pire encore, « *40% des élèves désengagés n'étaient pas identifiés avant le confinement comme des élèves à risque.* » Son diagnostic porte autant sur le manque de matériel numérique pour certains, « *cité par 56% des interrogés* », que sur une certaine perte de sens : « *75% des enseignants la mentionnent.* » Dans ces conditions, « *les enjeux à la rentrée de septembre seront importants : la plupart*

des jeunes auront en effet été déconnectés pendant six mois ; un sacré défi pour les enseignants ! »

Et quid de la fracture numérique ? Là encore, Valérie Daher, consciente que l'enseignement « *présuppose désormais que tous les enfants disposent d'un ordinateur et d'une connexion internet à domicile* », milite pour « *la mise à disposition de salles avec des équipements informatiques, ou bien un système de bourses spécifiques à destination de ces jeunes.* » Pour remédier au décrochage, selon Florence Rizzo, il faut aussi travailler à trois niveaux : « *soutenir la motivation des jeunes ; développer des pratiques pédagogiques facilitant le rattrapage ; déconstruire les croyances erronées* ».

Vaste programme, sur lesquels nombre d'acteurs travaillent déjà d'arrache-pied. Reste à savoir qu'en faire, comme conclut la directrice de SynLab en citant Bruno Latour : « *On a inventé plein de choses ensemble ; il s'agit maintenant de savoir ce qu'on garde et ce qu'on jette* », et surtout comment bénéficier de ce renforcement momentané de l'attention mutuelle entre acteurs pour tous travailler de concert. ■



<http://www.afev.org>



Amandine
Volontaire à l'Afev Amiens

**"Accompagner en présentiel ou à distance,
l'important est de ne pas lâcher."**

#ONGARDELELIEN

AFEV ★★
CRÉATEUR DE LIENS SOLIDAIRES

Business schools : dans la tourmente du Covid, **créer de la valeur pour les étudiants**

Par [Vincent Mangematin](#) - Dean, Kedge Business School*

Ces vingt dernières années, le développement à l'international a été l'un des moteurs du [succès des business schools](#) françaises. Cette voie continue certes à offrir de belles perspectives, car les besoins en formation non satisfaits par une offre locale en Afrique, en Amérique Latine ou en Asie restent importants. Et si l'éducation en ligne s'est accélérée ces dernières semaines, les turbulences actuelles liées à la crise du Covid-19 imposent de [revoir le modèle](#) des établissements.

Différentes écoles ont annoncé la suspension des échanges internationaux pour la prochaine rentrée. De même, les universités partenaires stoppent ou retardent l'envoi de leurs propres étudiants sur les campus français. Pourtant ces séjours à l'étranger constituent un point central dans les parcours quand il s'agit de découvrir d'autres cultures, d'autres modes de management et des questionnements différents. Certains Executive MBA américains, ou européens, à [HEC](#) ou à [Bocconi](#) mettent en avant l'organisation sur trois ou quatre continents de la formation comme clé de la valeur ajoutée, tandis que des programmes de [bachelor](#) ou de [master](#) prévoient un ou plusieurs séjours longs à l'étranger.

La crise épidémique questionne la viabilité de ce modèle non seulement par la fermeture actuelle des frontières mais aussi les contraintes qui pèseront sur les déplacements à venir, jusqu'à ce qu'un vaccin soit disponible : hausse des coûts de transport, mise en quarantaine, difficulté d'obtention des visas, etc.

International et digital

La difficulté des échanges internationaux exacerbe la concurrence à court terme entre les écoles françaises sur le marché national. Elle accélère aus-



si le développement des formations en ligne. Cependant sur ce créneau, les établissements classiques sont très fortement concurrencés par les EdTechs qui proposent des solutions intégrées ou des plates-formes d'apprentissage.

Les sites web professionnels tels que Microsoft ou LinkedIn sont aussi actifs pour offrir un apprentissage spécifique et ainsi délivrer des certificats via [LinkedIn Learning](#) et Microsoft/learning. Si les Ed-Tech peuvent fournir des solutions techniques pour amé-

liorer les performances des acteurs existants, les plates-formes disposent en prime d'un accès direct aux apprenants et bénéficient d'un [marché à double face](#) auprès des apprenants, des entreprises et éventuellement des écoles et des universités.

La crise du Covid-19 accentue les tensions qui ne sont pas nouvelles. Dès 2012, [Gary Hamel](#) remarque qu'au sein de leurs conférences. « les universitaires discutent de la nécessité du changement, identifient les signaux d'une rupture potentielle et suggèrent qu'il est nécessaire de repenser en profondeur la nature de l'enseignement supérieur ; et quand ils sont de retour dans leurs bureaux, ils comptent leurs papiers et leurs citations, enseignent et gèrent leurs programmes. Et qu'enseignent-ils ? Le cas de Kodak dans lequel le management n'a pas su prendre le virage du digital ».

Depuis 2012, les MOOC se sont développés ainsi que les cours en ligne. Et la disruption attendue n'a pas eu lieu. Car, au-delà du digital, il est nécessaire de réinterroger les mécanismes de [création de valeur](#) dans l'enseignement supérieur.

Valoriser l'expérience

Si la connaissance est une commodité, la mise en situation de cette connaissance est un enjeu clé qui requiert une présence physique et un accompagnement individualisé. Les business schools mondiales, via les associations comme [AACSB](#) ou [EFMD](#) sont toutes engagées dans cette démarche en orientant leurs activités dans le triptyque « Impact, Innovation et Engagement ». L'idée clé derrière ce triptyque

est que les écoles doivent intégrer une pédagogie réflexive un temps de stage ou d'alternance pertinent dans les cursus pour créer de la valeur.

- L'innovation fait référence directement aux modalités pédagogiques pour les étudiants, mais aussi les employeurs et l'ensemble des communautés autour des business schools.
- L'engagement décrit les interactions entre les professeurs, les étudiants et les mondes professionnels.
- L'impact dépasse la production traditionnelle de connaissances en mettant l'accent sur comment les programmes et les étudiants font la différence dans le monde des affaires.

Cette démarche amorce la rupture avec le paradigme précédent. Que ce soit en pédagogie ou en recherche, l'attention se porte sur la mise en action de la connaissance. Si l'articulation de concept est relativement aisée, la mise en situation de ces concepts pour l'action est beaucoup plus complexe.

C'est à cette démarche que nous invitent les associations de business schools AACSB et EFMD. Les compétences acquises par nos étudiants sont le produit de leurs expériences. Ils sont suivis par les professeurs qui leur fournissent une solide structure intellectuelle pluridisciplinaires et un accompagnement pour la mise en perspective de ce qu'ils ont vécu. Cela suppose des approches pluridisciplinaires pour bien comprendre et dia-

gnostiquer les problèmes ainsi qu'une belle compétence technique pour proposer les solutions adaptées.

Au-delà de la crise actuelle du Covid-19, c'est la nature même de la connaissance qui est au centre de la discussion. Le modèle de production et diffusion des connaissances s'efface peu à peu pour laisser la place à l'expérimentation de la connaissance. Au-delà de la transmission des connaissances, le passage de la théorie à la pratique, comme dans une recette de cuisine, reste l'enjeu principal et suppose de se pencher sur l'accompagnement nécessaire.

La crise du Covid-19 marque un point d'inflexion. La montée rapide en compétence via le digital accélère la [marchandisation de la connaissance](#) et met la mise en situation et l'expérience sous le feu des projecteurs. Reste à imaginer comment les vivre, que ce soit via l'alternance, l'apprentissage, les jeux sérieux, les stages ou la réalité virtuelle, dans cette période charnière où l'épidémie reste bien présente. ■



<https://theconversation.com/>



■ Adresse : 19 rue Leconte de Lisle 75016 Paris ■ E-mail : redaction@universites-territoires.fr ■ ISSN : ISSN 2263-8431 ■

Infos légales : SARL Edition de revue et périodiques (5814Z) au capital de 1000 Euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro SIRET 843 009 267 00017 ■ Directeur de la publication : Philippe Campinchi [☎ 0674606274](tel:0674606274) ■ Directeur de

la rédaction : Nicolas Delesque [☎ 0678391349](tel:0678391349) ■ Création graphique : Babette Stocker / Crouitch Conception ■ Tarifs d'abonnements : Individuel : 100 euros HT Institutionnel : 500 euros HT ■ Parties prenantes : Convention particulière ■ Comité éditorial : Nicolas Delesque, Philippe Campinchi, François Perrin, Jérôme Sturla (Afev), Pierre Yves Ollivier, Zoé Chalouin (Fnau), François Rio (Avuf), Angélique Manéra (ESN) et Justine Crabouillet (SMERRA) ■ Crédits photos et iconographies : Partenaires, DR, Adobe Stock, © Conférence des présidents d'université – Université de Bordeaux